

DE L'IDEOLOGIE ET DE LA REPRESSION SYMBOLIQUE

par M. Najib Bensbia

En analysant les différences entre l'idéologie de participation ou de consensus et l'idéologie de type totalitaire qui exclut la discussion, Mohamed Nagib Bensbia — dans un travail en cours dont nous publions ci-dessous quelques extraits — démontre la liaison qu'il y a avec l'économie, car tout choix économique a un soubassement politique et celui-ci lui même a, ou devrait avoir, un socle idéologique sur lequel elle s'appuie ou devrait s'appuyer. On sent bien dès lors les contradictions qui sont dénoncées. Et, de ce fait, M. N. Bensbia expose principalement pourquoi, non seulement la bourgeoisie du Tiers Monde ne peut pas proposer un modèle de développement, mais encore avoir même un discours propre sur ses actions. C'est alors toute l'aberration d'un prétendu libéralisme économique, couplé avec la prépondérance des offices publics et le refus du secteur privé — ou son incapacité — à s'assumer.

La question de la dominance politique et de l'hégémonie idéologique se pose, dans les formations économiques et sociales périphériques, dans une optique différente de celle de l'exercice de la domination politique en système capitaliste occidental.

En effet, au sein des appareils d'état, le jeu des idéologies dans les formations sociales périphériques demeure imprécis. Dans ces formations sociales, l'exercice idéologique ne s'inscrit pas dans la logique de la persuasion, c'est à dire qu'il ne cherche pas l'adhésion volontariste des destinataires. Il s'appuie sur l'influx dissuasif : il s'exerce en conquérant. Partant, l'adhésion est inhibitrice dans son mouvement, elle n'est pas confirmative de l'acceptation « pacifique », donc consensuelle de la dominance politico-idéologique.

L'exercice idéologique s'articule alors en deux sphères distinctes et sans relation dialectiquement conçue pour légitimer cet exercice. Les deux sphères représentent deux mouvements dans le processus de l'exercice du pouvoir politique.

QUAND IL Y A IDEOLOGIE ET PARTICIPATION

Idealement, le consensus — pour emprunter à l'école sociologique américaine un de ses vocables fétiches — se concrétise à travers une plateforme idéologique. Cette plateforme invite les autres partenaires du « leader » à épouser le système de valeurs mis sur le marché de changes politiques ; Elle servira de base motrice à entretenir.

Donc, la logique de la domination s'inscrit dans l'offre du cadre normatif qui fécondera les comportements sociaux et les croyances collectives, qui doivent à leur tour, imprégner les différents centres du pouvoir (politique, économique). Tous les protagonistes évolueront dans la sphère idéologique instituée, enfantant une éthique à défendre du fait de l'adhésion participative des destinataires de la dite idéologie.

Dans ce tracé, les fondements de l'idéologie dominante se puisent dans la pratique

concrète des détenteurs du pouvoir d'état (politico économique) en ce sens qu'il n'y a pas de divorce entre la matrice idéologique et la matrice matérielle-organique du procès de production politique et de son assise économique. (...)

En conséquence, l'idéologie dominante assure la circulation des valeurs présidant aux choix économiques que les classes (et fractions de classes) partie-prenante au pouvoir politique d'état se sont convaincues mutuellement de respecter et de défendre. Il s'agit d'une sorte de contrat d'adhésion que la classe ou la fraction de classe hégémonique présente aux autres partenaires. Il y a alors participation volontariste à l'hégémonie idéologique.

L'hégémonie est alors, à l'échelle du bloc au pouvoir, à fondement contractuel. Elle est participation, car une rupture du compromis réalisé dans le lieu de la circulation idéologique suppose une remise en cause de la dominante en cours, donc la mise en équation de l'hégémonie en exercice dans le lieu de la circulation idéologique et l'affrontement non antagonique des fractions de classe du bloc au pouvoir. Ainsi posée, la question de l'hégémonie idéologique en système d'état capitaliste central s'effectue dialectiquement en amont et en aval. C'est en aval que l'action participative des fractions du bloc au pouvoir dynamise l'exercice idéologique de la fraction hégémonique à l'endroit des partenaires du bloc et à l'encontre des grandes masses, prolétariat, petite bourgeoisie, lumpen prolétariat et tous les marginalisés par rapport au pouvoir d'état. (...)

Par contre, dans les formations sociales périphériques et particulièrement dans la

formation sociale marocaine, la dynamisation de l'exercice idéologique et sa circulation hégémonique n'est pas éternellement linéaire. Elle est susceptible de remous sans pour autant renverser le système de valeur dominant à savoir l'ordre capitaliste car le conflit n'est pas antagonique mais seulement un jeu d'influence. C'est l'ordre de la dominance qui est bouleversé et non son essence.

IDEOLOGIE A L'ENVERS

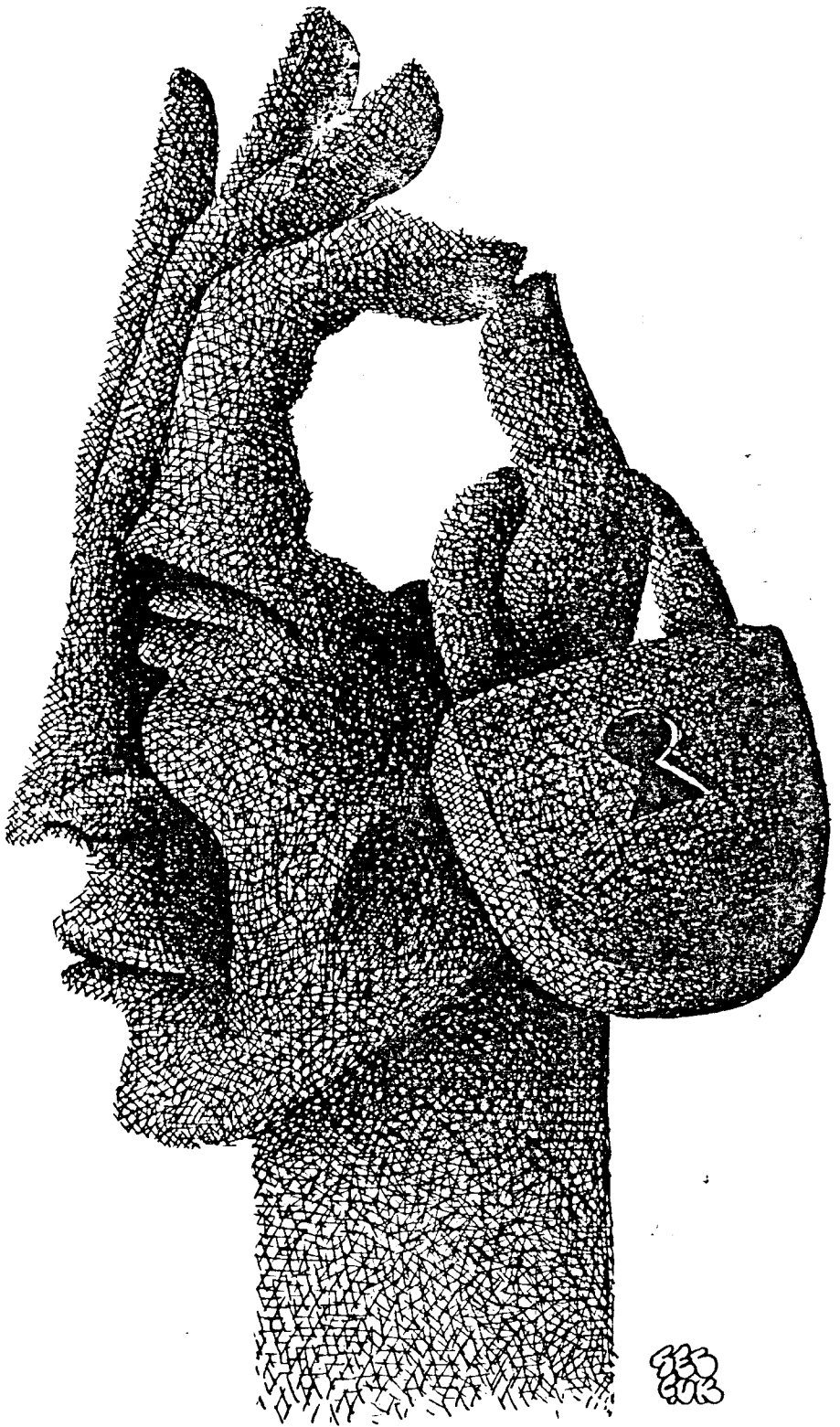
En conséquence, la nature de l'état ne peut souffrir de destabilisation et par conséquent de destruction. La relation est ordonnatrice et non démobilisatrice du système de valeurs, car, dans cette éventualité, il s'agira de déflagration du système d'alliances (...). C'est une relation entachée d'ambiguïté et d'équivoque. Il n'existe pas de changement dans l'ordre. Il s'agit de rupture et de désamorçage de la sphère « idéologique », laquelle n'est ni homogénéisée ni synchronique. Elle est diachronie, dans un assemblage plâtré d'options totalitaires.

Il n'est pas question ici de « consensus » dans son sens sociologique, mais de l'exercice autoritaire et totalitaire du pouvoir politique. La relation économie-politique s'inscrit dans ce circuit, qui est figé en idéologie.

La fraction héméorique exerce son pouvoir non en partant d'une assise économique. Elle s'identifie à l'Etat en tant qu'ensemble de moyens et d'instruments assurant « l'ordre » dans la dissuasion, c'est à dire dans la répression. L'hégémonie n'est pas participative, elle est inhibitrice de ce qu'on appelle « consensus ».

La fraction hégémonique dans les formations sociales périphériques puise son pouvoir des appareils d'Etat de répression. L'idéologie dont il s'agit ici, est en réalité un ensemble de mots d'ordre que les appareils d'Etat de répression se font un devoir de faire respecter. Il n'y a pas pénétration intériorisée de ces mots d'ordre. Il est question d'administrer ceux-ci aux populations comme l'on injecte des ampoules aux schizophrènes. L'idéologie dominante est alors une camisole de force, aussi bien en aval qu'en amont.

Certes, toute une gamme de procédés s'attellent à « gagner » la sympathie des fractions évoluant dans la trajectoire de la fraction hégémonique sont utilisées dans



le but de légitimer le pouvoir. Cette conquête vise à faire supporter (partager) la responsabilité des actions de cette fraction aux autres qui sont également ou

pouvoir ou censées y être. Cette gamme de procédé va de la simple corruption à l'intimidation, en passant par l'octroi de moyens et facilités d'enrichissement sans

LES
CUB

peine. C'est cela qui fait des bourgeoisies locales de la périphérie capitaliste des fractions de classes improductives, socialement parlant, et parasites, du point de vue dynamisation des structures économiques des Etats où elles évoluent. Ces bourgeoisies sont alors incapables de se démarquer des appareils d'Etat et d'enfanter une idéologie à même de faire d'elles des classes aptes à amorcer un processus de libération de la dépendance instrumentale dont elles souffrent vis à vis des appareils d'incitation économiques et financiers. C'est le cas aussi bien des bourgeoisies marocaines que tunisiennes, sénégalaises et algériennes, etc...

LE ROLE DES BOURGEOISIES

C'est alors le capital étranger (public ou privé) qui agit aux lieux et places des bourgeoisies locales, celles-ci servant de relais et d'agents d'exécution des plans économiques des capitalistes étrangers du centre. Ce point est important pour éclairer le rôle du capital étranger dans la manipulation et le façonnement des choix stratégiques économiques, ses conséquences sur la nature de l'économie globale et ses articulations sur les alliances des fractions des classes du bloc au pouvoir (...). Ainsi les différentes fractions de la bourgeoisie marocaine, qui ont prétendu au pouvoir depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, souffrent du rôle secondaire qui leur est dévolu dans l'institution du système de valeurs dominant, sinon de l'absence de rôle. Les différentes fractions du bloc au pouvoir au Maroc (bourgeoisies agraire, bureaucratique, bancaire, commerciale) n'arrivent pas à discuter, ni même à formuler des appréciations critiques à l'égard de l'idéologie dominante qui débordé tous les secteurs d'activités politique dans l'Etat marocain. Cette idéologie dominante s'inscrit selon une trajectoire qui élimine toute possibilité à la remise en cause.

Elle s'est entourée d'une sacralité absolue qui fait d'elle un atout impossible à concurrencer (...). Cette propriété évacue toute question de la relativisation de la dominance repercutée sur les comportements réciproques des autres fractions de la bourgeoisie dans l'Etat (...) qui s'appuient sur l'idéologie dominante qu'elles subissent, en la réorientant à leur profit, à l'encontre des grandes masses éloignées des centres de prise de décision. C'est alors le processus de domination, que l'on peut appeler l'hégémonie seconde. En

conséquence, la lutte idéologique d'influence bénéficie de la force de la stabilité puisée dans la capacité de résistance aux mouvements de dislocation qui se manifestent à l'échelle sociale située en dehors des canaux de distribution du pouvoir politique. Il n'y a pas de « compromis instable » à l'échelle du bloc au pouvoir, il y a (...) piétinement des formulations apologétiques des autres composantes du pouvoir d'Etat, ce qui engendre ce que J. Waterbury nomme « l'alternative unique » quoiqu'on puisse ne pas partager l'approche de cet auteur sur l'état et la société au Maroc. Cette alternative consiste pour les classes liées à la fraction dominante à accepter l'ordre des préférences idéologiques de celle-ci, sans formuler d'interprétations critiques ou de corrections substantielles. Partant, la pénétration des composantes de l'idéologie dominante dans le discours symbolique, utilisée par les autres fractions de la bourgeoisie dans la répartition entre elles des tranches du pouvoir, s'effectue sans éclat : cette idéologie inonde toutes les sphères sociales, ce qui ne veut pas dire pourtant qu'elle soit intériorisée par l'ensemble de ces sphères, mais ce qui suppose simplement que sa circulation se fait selon un tracé qui ne cherche pas, de prime abord, à se soucier de son impact sur les sphères auxquelles cette dominance s'adresse. Cette dernière s'inscrit conséquence dans un mouvement répressif.

LA DOUBLE ALIENATION

Or, l'idéologie, en tant qu'ensemble de représentations qui dominent les modes de pensées et d'actions d'un groupe social déterminé, doit se trouver au centre des moyens de véhiculation des prétentions et des croyances de ce groupe, ce qui, dans le cas marocain, les rend crédules, timides, pour ne pas dire incapables de sortir de l'orbite des représentations de la fraction au pouvoir : il s'agit dans ce cas d'un artificiel replâtrage des symboles utilisés dans le discours idéologique dominant. C'est pourquoi (...), les bourgeois marocains ont été incapables jusqu'à présent d'enfanter une assise idéologico-politique qui puisse relativiser leur double aliénation : vis à vis des appareils d'Etat et par rapport aux éléments du discours dominant. Il en ressort qu'ici, comme dans les autres formations sociales périphériques, les bourgeoisies sont inaptes à s'élever au rang social et économique des bourgeoisies occidenta-

les qui ont été à l'origine de l'essor du capitalisme, et sont donc asservies au même titre que les masses qui subissent l'ensemble de la dominance, du système de valeur fusionné aux appareils d'état et alimenté par les fractions liées ou parainant les pratiques étatiques. (...) Mais si les fractions de la bourgeoisie épousent le système de valeur dominant par intérêt politique (et non congénital) et en sont pénétrées, les autres catégories sociales qui se situent en dehors des circuits de partage du pouvoir politique subissent l'idéologie principale et ses dérivés seconds dans le même processus dissuasif. Donc la participation à la prise de décision politique ne dépasse nullement le lieu de composition idéologique du bloc au pouvoir, composition qui ne signifie en aucun cas l'altération de l'idéologie dominante ou sa relative hégémonie sur l'ensemble des rouages et des instances de distribution du pouvoir politique. Cette composition suppose seulement que les autres fractions du bloc au pouvoir qui ont fait leur le système de valeurs de la fraction dominante bénéficient de la tolérance de celle-ci, laquelle se traduit par une complémentarité à l'échelle de la légitimation du pouvoir politique s'exerçant au sein de l'Etat. Mais, comment conçoit-on le rapport entre l'appareil de production et l'idéologie légitimant les choix économiques des détenteurs du pouvoir ? Car, que ce soit à l'échelle des différents plans économiques ou au niveau des discours officiels, le libéralisme économique est à l'honneur. L'idéologie sensée guider ou encadrer ce libéralisme économique devrait, par conséquent, refléter les options de forme et de fond dudit libéralisme. Or, quels libéralismes ?

L'ECONOMIE A L'OMBRE DES IDEOLOGIES

L'initiative privée est spéculative, c'est à dire qu'elle ne remplit pas sa fonction de mobilisation des capitaux aptes à s'investir dans les domaines industriels de développement. Les « capitalistes » marocains n'affichent aucun intérêt pour les branches capitalistiques. C'est ce qui fait dire à Habib El Malki que ces bourgeoisies sont « non bourgeoises ». Les investisseurs n'ont, à aucun moment de l'histoire du Maroc indépendant, prouvé ou même donné l'impression d'agir en vue de créer une dynamique capitaliste qui aille en conformité et en développement de l'initiative capitaliste classique. Le libéralisme économique qui n'est qu'une forme de

valorisation du capital privé face aux ingérences des « pouvoirs publics » n'a aucun sens dans le cas marocain car le libéralisme est un slogan brandi par l'Etat pour faire éveiller un « instinct » introuvable chez le « capitaliste » marocain et non une revendication des bourgeoisies en offensive contre une possible ou éminente pénétration de l'Etat dans les sphères d'action du capital privé. Celui-ci ne s'épanouit que dans les domaines à rentabilité immédiate comme l'agro-industrie ou l'immobilier.

L'Etat, par l'intermédiaire des établissements publics en prolifération essaie de pallier au peu de productivité socio-économique dans le sens du développement des capitaux privés. Cette publicisation est alors considérée comme une étape préalable à la privatisation future de l'économie marocaine. Or, à voir l'élan et les lieux d'investissement du capital privé, cette prétention est plus qu'optimiste.

En effet, la création des entreprises publiques va en augmentant malgré la baisse de participation en capital de l'Etat dans le capital social de ces entreprises et la participation quasi inexistante du capital privé, quand elle ne vient pas d'une participation étrangère. De ce fait, l'entreprise publique devient un agent économique investissant aux lieux et places du privé.

Le jeu du capitalisme marocain est donc inversé : alors que les états capitalistes du centre, après l'euphorie des années 50, procèdent à une nationalisation progressive de quelques secteurs névralgiques de l'activité économique, les gouvernants marocains, après l'étatisation des secteurs de base de l'économie, rêvent d'un libéralisme, qui fausse la vision des véritables questions qui se posent aux planificateurs : se référant à des indices imaginaires, ceux-ci procèdent à une quantification erronée des axiomes censés prodiguer l'élan développementaliste. L'énoncé des codes d'investissement sans restructuration de leurs éléments générateurs (les options structurelles du modèle de développement adopté) ne fait que rendre prolix la stratégie de développement adoptée depuis le premier plan quinquennal. En conséquence, le planificateur a travaillé en dehors de toute prétention idéologique des actions économiques à entreprendre. La question idéologique a été comprise dès le départ comme un référentiel politique, ce qui a engendré une dichotomie structurelle des actions de l'état (l'action économique et l'acte de gouvernement).



Le libéralisme a été utilisé dans le discours officiel en tant qu'artifice de consommation à l'endroit du capital étranger. Il n'a pas été intériorisé ou conçu comme axe pratique de participation locale à l'effort d'investissement dans les secteurs productifs, particulièrement l'industrie. Cet état de fait ne pouvait que produire une série de désarticulations diachroniques sur le couple idéologie-économie, se soldant par une double allévation de ce qu'on appelle le libéralisme : paralysie idéologique et inertie économique.

En effet, on n'a pas saisi que tout choix économique a un soubassement idéologique qui légitime ses options aux yeux de

son destinataire. Le discours idéologique est alors un vecteur de croissance à l'intérieur de la sphère de circulation des options économiques fondamentales. Il devient lui-même une production optionnelle dans le procès mode de production/articulations sociales. Il n'est pas un quelconque idéal à atteindre. Il s'imbrique avec le modèle socio-économique que prétend réaliser le choix économique originel : le capitalisme, dans le cas marocain.

La stratégie de développement est finalement résultante du modèle de développement adopté (capitalisme, socialisme...) et la référence idéologique l'identifiant et le valorisant (libéralisme, égalitarisme...)

Le couple idéologie-économie est donc à concevoir dans une approche dialectique, dans un mouvement d'ensemble de libération sociale ou du moins de changement social. Or le procès de production idéologique dans l'état marocain est tellement parcellaire que l'hyper-trophie des thèmes à caractère ethico-social qu'il embrasse n'arrive pas à créer un lien organique entre ses éléments, ce qui ne lui permet aucune approche globalisante.

Les éléments génériques du discours idéologique dominant font appel à des symboles ethiques, ce qui ne va pas sans reproduire un handicap, à savoir l'incapacité de génération d'un système de représentation qui embrasse l'économique, le politique et le social dans un même mouvement de croyance dans le mode de pensée et d'action du gouvernement en premier, des bénéficiaires du système de production et de domination économique-politique ensuite, des gouvernés enfin.

Autrement dit le modèle de développement économique et le mode de production qu'il porte en lui doivent se refléter dans et à travers le discours symbolique qui doit accompagner le procès de concrétisation du choix économique fondamental. Le mode de production capitaliste qui a fait du libéralisme économique son cheval de bataille, s'est imposé dans l'Europe occidentale et aux USA grâce, d'une part à l'esprit d'entreprise et d'investissement du capital privé et à la production idéologique l'ayant accompagné et légitimé et, d'autre part, à cause du système de stratification sociale.

Le discours idéologique marocain est à l'image de son « modèle » de croissance économique. Il n'est pas arrivé à une vision claire et globale du système social que les détenteurs du pouvoir d'état croient chercher à instituer. Il n'est pas sorti du tâtonnement mystique où il baigne, à l'instar des options structurelles économiques. Ce tâtonnement est le résultat à la fois de l'incapacité des détenteurs du capital et du pouvoir d'état à engendrer une orientation dynamique et donc indépendante (libre de toute aliénation compromettante) du modèle de développement choisi, et il se traduit par un nouveau tâtonnement, au niveau super-structurel, qui se reflète tant dans le discours officiel que dans les coulisses et réseaux de distribution de ce discours

L'analyse sémantique de l'ensemble du discours officiel permettrait de déceler les « perturbations » structurelles des détenteurs du pouvoir d'état à l'échelle du langage et leur inquiétude à cerner un ensemble idéologique qui serait à même de faire passer le message qu'est censé comporter leur discours.

La manie des bourgeoisies au pouvoir au Maroc, à chercher à usurper les modes de revendication politique des partis de la gauche (lutttes de classe, classes antagonistes, masses sociales) traduit bien l'état de trouble des détenteurs du pouvoir et l'absence d'un mouvement social d'

refus allant grandissant et de plus en plus conscient de la lutte sociale engagée à tous les niveaux.

Incertitude politique, incapacité à gérer un modèle de croissance cherchant aveuglément à s'identifier au capitalisme central, inexistence d'un discours symbolique et d'un ensemble de représentations cohérent, tels sont les éléments et la toile de fond de ce système politique.

Mohamed Nagib Bensbra

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Lamalif.

LES TAPISSERIES DE DIMITRIOS



Une très belle exposition de tapisseries vient de se tenir au centre culturel français de Casablanca. L'artiste, G. Dimitrios, un grec vivant à Salé, mérite d'être salué. Avec de la laine mêlée aux cordes, au raphia, au chanvre, au bois, en jouant sur les couleurs, toutes végétales, et les matières, il est arrivé, au travers de ses tapisseries murales, mais aussi de ses tapis de sol et surtout (c'est une révélation) de sa déesse Afrique « Néos-Néos » accompagné de ses masques, tous tissés et qui avaient connu un joli succès au centre Beaubourg à Paris, à diffuser un message de paix, d'espoir et de joie.

Où vais-je avec cet art ? dit Dimitrios ? « Vivre et faire vivre autour ».